

Déclaration de la société civile burundaise indépendante à l'occasion de la commémoration du cinquième anniversaire du début de la lutte pour la légalité constitutionnelle et le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi.

A l'occasion du cinquième anniversaire du début des manifestations pacifiques contre le troisième mandat de Président Pierre NKURUNZIA qui se sont heurtées à une répression sanglante contre la jeunesse burundaise, les opposants politiques, les membres de la société civile et tout citoyen opposé à la violation des textes fondateurs de la vie socio-politique burundaise, les organisations de la Société civile burundaise engagées dans le vaste mouvement citoyen pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la Constitution de la République de 2005, voudraient porter à la connaissance de la communauté tant nationale qu'internationale ce qui suit :

1. En date du 26 avril 2015, sur appel de la campagne « Halte au troisième mandat » et d'autres forces vives de la nation, les Burundais attachés au respect de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, dans leur unité et dans un élan de patriotisme et de solidarité légendaire, ont débuté des manifestations pacifiques pour exprimer leur opposition au troisième mandat illégal de Pierre NKURUNZIZA. Alors que ceux qui soutenaient ce mandat de la discorde avaient manifesté en date du 11 avril 2015 sous une haute protection de la police, de paisibles citoyens manifestant pacifiquement leur opposition au 3^{ème} mandat ont été pris pour cible à balles réelles par une partie des forces de sécurité opérant conjointement avec la milice Imbonerakure. En cette date mémorable qui restera pour toujours dédiée aux martyrs de la liberté et de la démocratie, la première victime qui était un enfant du nom de Jean Népomuscène KOMEZAMAHORO, a été abattu froidement par la police burundaise au moment où il s'était agenouillé les mains en l'air. Ce fût le début d'une répression féroce qui continue à être opérée et qui a débouché sur plus de deux milles Burundais tués ; de centaines de personnes portées disparues, plusieurs milliers de prisonniers politiques et d'opinion ainsi que près d'un demi million de réfugiés éparpillés dans les différents pays de la région .
2. Les organisations de la société Civile signataires de la présente, expriment leur solidarité envers les familles des victimes, ceux qui ont perdu les leurs, ceux dont un membre a été porté disparu, les milliers de prisonniers politiques injustement incarcérés, les centaines de milliers de réfugiés qui crouissent dans les camps de réfugiés sans oublier les déplacés internes qui sont régulièrement la cible d'actes de persécution variés.
3. Face à la continuité des atrocités commises par les agents du pouvoir et les imbonerakure, lesquels crimes ont déjà été qualifiés de crimes contre l'humanité par la Commission internationale d'enquête sur le Burundi, les mêmes organisations condamnent encore une fois ces crimes qui se poursuivent à la veille d'une nième mascarade électorale qui s'annonce dans un climat de terreur et rappelle à toutes fins utiles que le forcing vers un hold up électoral organisé en violation de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi ne doit pas occulter les questions préoccupantes sus mentionnées qui doivent être résolues pour garantir le retour du Burundi sur la voie de l'unité, de la paix , de la justice et de la démocratie.

4. Les organisations signataires constatent avec regret la persistance du verrouillage de l'espace politique et civique qui s'est accru avec la destruction, l'interdiction ou la fermeture des médias indépendants ainsi que la radiation, la suspension ou le sabotage des partis politiques et des organisations de la société civile et contraint à l'exil plus d'une centaine de journalistes et défenseurs des droits humains.
5. Les cinq dernières années ayant été marquées par la stigmatisation de toute opinion discordante avec une volonté manifeste du parti au pouvoir d'ethniser la crise actuelle qui était pourtant politique ; lesdites organisations appellent les Burundais à rester unis dans cette lutte noble et héroïque ,et de rejeter les basses idées divisionnistes qui ont souvent caractérisé les faux leaders en mal de popularité et de vision et à continuer à lutter ,dans la non violence active pour mettre un terme à la descente aux enfers de notre chère nation.
6. Fidèles à la promesse qu'elles ont faite aux Burundais, les organisations signataires réitèrent leur engagement à continuer à lutter contre l'impunité et les atrocités en cours en continuant à documenter, à dénoncer et à porter les cas de violations graves des droits de l'homme devant les mécanismes habilités et rappellent en tout état de cause à ceux qui commettent ces actes , que justice finira un jour par être faite.
7. Les organisations signataires recommandent la restauration de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et la Constitution qui en émane comme un pacte de cohabitation pacifique et le seul mécanisme crédible pour recoudre le tissu social Burundais fortement endommagé par un pouvoir irrespectueux des valeurs démocratiques .
8. Les organisations signataires appellent les Nations unies, l'Union Africaine, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, les différents pays et les organisations partenaires à continuer à suivre de près la situation volatile qui prévaut au Burundi afin d'aider à trouver une issue durable à la crise qui persiste. .

Signée le 26 avril 2020

Les organisations signataires

- 1.Action des Chrétiens pour l'Abolition de la torture(ACAT-Burundi)
- 2.Association Burundaise pour la protection des Droits Humains et des personnes Détenues (APRODH)
- 3.Association Burundaise des Journalistes en Exil (ABJE)
4. Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits Humains (CBDDH)
- 5.Coalition burundaise pour la Cour pénale internationale(CB-CPI)
6. Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME)

7. Collectif des Avocats des Victimes des crimes de droit international commis au Burundi (CAVIB)
8. Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE)
9. Forum pour le Renforcement de la Société civile (FORSC)
10. Ligue Iteka
11. Observatoire de la Presse au Burundi (OPB)
12. Réseau des Citoyens Probes (RCP)
13. SOS Torture Burundi
14. Tournons la page Burundi (TLP-Burundi)
15. Union Burundaise des Journalistes (UBJ).